

## **UN APPAREIL DE FORMATION PEU ADAPTE AUX BESOINS DE LA MAIN-D'ŒUVRE LOCALE**

*Cette contribution vient en complément du texte intitulé « Emplois d'EuropaCity : des qualifications sous-estimées peu accessibles à la main-d'œuvre locale ». Elle se propose d'examiner **les ressources de l'appareil de formation disponibles sur le territoire**, identifiées par établissements et filières de formation, au regard des besoins de la main-d'œuvre locale. Afin d'être en cohérence avec le document précédent, nous avons focalisé cette analyse sur le territoire de Val-de-France, qui représente une population de 108 400 habitants « en âge de travailler » (de 15 à 64 ans inclus), soit 29% de la population et 6 communes du Grand Roissy.*

### **I. UNE OFFRE DE FORMATION CONSEQUENTE**

Contrairement à ce qui est généralement avancé, Val-de-France dispose d'un important équipement d'enseignement du secondaire et supérieur, avec 17 établissements, préparant 72 diplômes et une préparation aux concours.

- Niveau V (CAP/BEP): 19 CAP, deux diplômes spécialisés et 2 mentions complémentaires d'un an supplémentaire ; 2 diplômes d'Etat médico-sociaux dans deux établissements et un lycée.

- Niveau IV (Bac) :

- diplômes professionnels : 19 Bacs Pro et un Brevet Professionnel ;

- diplômes technologiques : 4 Bacs Techno, avec 8 options possibles, dispensés dans 6 établissements ;

- diplômes généraux : 4 lycées préparant les 3 Bacs EL, L et S ;

4 autres les deux Bacs EL et S.

Ajoutons l'antenne du CNAM de Garges-lès-Gonesse qui propose un DU (diplôme d'université) permettant en un an aux non titulaires du Bac de pouvoir poursuivre des études supérieures.

- Niveau III (Bac +2) : 11 BTS en lycées et une formation en CFA ;

- 3 DUT à l'IUT de Sarcelles ;

- un diplôme d'Etat médico-social.

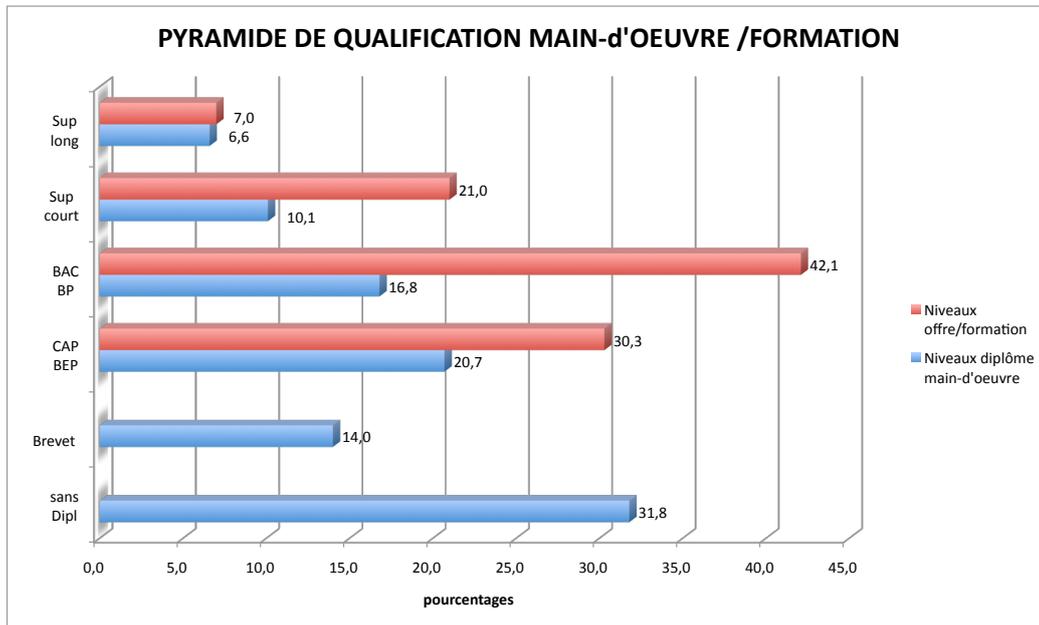
- Niveau II : - 3 licences PRO

- un diplôme spécialisé

- une classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE) en 2 ans Economique et Commerciale, qui conduit ensuite à des écoles de commerce et management délivrant un master (niveau I). Notons également des conventions « prépa Sciences Po » à Sarcelles (J.J. Rousseau) et Garges-lès-Gonesse (Simone de Beauvoir).

### **II UNE PYRAMIDE DE FORMATION FORTEMENT DESEQUILIBREE**

Habituellement, une pyramide possède une assise large, se rétrécissant vers le sommet. Dans le cas de Val-de-France, la pyramide de qualification de la main-d'œuvre est très large à la base (population sans aucun diplôme, 32 %), diminue très fortement aux niveaux VI (Brevet, 14%) se réélargit en V (CAP/BEP, 21%) et se rétrécit ensuite au niveau Bac (17%). La pyramide de formation du territoire devrait idéalement épouser le même profil. En réalité, elle présente une base étroite avec 30% de CAP, un renflement au niveau Bac (42 %) et un sommet aplati (faible importance de l'enseignement long).



INSEE - 2009, ONISEP

J.LORTHIOIS 2016

*Notons ainsi le traitement privilégié dont bénéficie le niveau baccalauréat dans l'appareil de formation de Val-de-France par rapport aux CAP, à la fois avec un nombre d'offres de diplômes de 40% supérieur, mais surtout avec près de 3 fois plus d'organismes formateurs.*

Pour atteindre l'objectif de « 80% d'une classe d'âge au Baccalauréat » proclamé par J.P. Chevènement en 1985<sup>1</sup>, l'Education Nationale a supprimé les deux tiers des CAP, en raison d'une double désaffection des élèves ne trouvant pas de maîtres d'apprentissage et des entreprises, ayant relevé leur niveau d'exigence. Elle a aussi supprimé les BEP qui s'obtenaient en 2 ans après le CAP, afin d'éviter le rallongement de fait de l'enseignement dit « court » (auparavant, l'obtention d'un Bac Pro en 4 ans), qui représentait une plus grande durée que l'enseignement dit « long » des filières générales (en 3 ans). Mais ces allègements ont eu une double conséquence : accentuer la densité des enseignements et décourager les candidatures de professeurs ; supprimer les diplômes de niveau intermédiaire, mettant ainsi hors jeu des élèves ne parvenant pas à atteindre le Bac : ils sortent désormais de l'appareil scolaire sans diplôme.

**Cette politique nationale a eu des effets pervers plus accentués dans le cas de banlieues populaires comme la plupart des communes du Grand Roissy, où les niveaux de qualification sont faibles.** On a ici une conséquence aggravée de l'objectif national d'excellence qui néglige des populations moins performantes. En effet, seule la moitié (49,3%) des jeunes de 18 à 24 ans de Val-de-France est scolarisée, avec un net décrochage pour les garçons (Villiers-le-Bel : taux de scolarisation de 46% pour ces derniers ; 54,4% pour les filles). En ce qui concerne l'ensemble de la population en âge de travailler, celle qui ne possède pas le niveau Bac représente 55% dans le Val d'Oise, mais... 67 % pour l'ensemble de Val-de-France, et même

<sup>1</sup> Objectif quasiment atteint (79%) pour la génération passant le Bac en 2016.

74%<sup>2</sup> dans des quartiers sensibles comme celui de « Derrière-les-Murs-de-Monseigneur » à Villiers-le-Bel. Une répartition exactement inverse en qui concerne les niveaux de diplômes préparés sur le territoire : **70 % des offres de formation correspondent à un niveau Bac ou plus<sup>3</sup>.**

Une remarque au passage : les statistiques d'emplois ne sont pas sexuées, mais on note **un fort écart garçons/filles diplômés chez les jeunes** (16-24 ans inclus). Les **filles sont 23% de plus à avoir un bac et 76% de plus à posséder un diplôme d'enseignement supérieur. Une spécificité jamais prise en compte sur le territoire.** Quand on parle des « jeunes » en général, c'est habituellement des garçons dont il s'agit. Ce sont eux qui s'expriment dans les débats. Et les experts et décideurs sont des hommes. Faute d'information, nous ne pouvons en dire plus.

*D'une manière générale, l'appareil de formation local n'est pas en capacité de réduire le décalage existant entre les exigences accrues des entreprises et le faible niveau de la main-d'œuvre. Clairement, l'offre du territoire se concentre à des niveaux correspondant à un tiers de la population en âge d'activité (voire ¼ dans les quartiers en difficulté) et contribue à **accentuer la fracture** entre ceux qui disposent d'un niveau IV (Bac) et les autres.*

### **III. UN EVENTAIL RESTREINT DE FILIERES DE NIVEAU V (CAP/BEP)**

*L'Education Nationale n'est guère revenue sur sa politique sélective de suppression des diplômes de premiers niveaux, malgré la re-crédation de certains CAP sur des filières émergentes (cf CAP Petite Enfance préparé au lycée d'Arnouville).*

**III.1. Les formations industrielles** se limitent sur Val-de-France à trois branches d'activités, réparties sur 3 sites :

- « Véhicules » : 4 CAP « voitures particulières » (maintenance, carrosserie) à Garges-lès-Gonesse et un CAP et deux spécialités « Transport routier » à Promotrans à Gonesse;
- « Bâtiment » : 5 CAP au lycée Mendès-France à Villiers-le-Bel dans des créneaux recherchés (froid et conditionnement d'air, sanitaire, thermique...)
- « Alimentation-Restauration » : 4 CAP également à Villiers-le-Bel (Institut des métiers de l'Artisanat – IMA, Chambre de Commerce du Val d'Oise).

*Les autres filières industrielles ne sont pas représentées (électricité/ électronique, chimie, matériaux, biotechnologies, environnement, etc.)*

### **III.2 L'offre est également fort restreinte dans le secteur tertiaire**

Deux seules familles de CAP :

- « Commerce » (Employé multi-spécialités au lycée Arthur Rimbaud, Garges-lès-Gonesse ; Employé de vente spécialisé /produits alimentaires ; ou /équipements courants à l'IMA de Villiers-le-Bel) ;
- « Transport-Logistique » au CFA de Promotrans à Gonesse avec deux formations spécialisées de « Conducteur de transport routier marchandises » sur porteur et tous véhicules, et un CAP « Opérateur logistique » à Garges-lès-Gonesse.
- Le CAP Coiffure de Villiers-le-Bel et le CAP Petite Enfance cité plus haut font figure d'isolés.

*On observe des pans entiers non couverts dans les professions de services aussi bien aux entreprises qu'aux personnes...*

---

<sup>2</sup> Recensement par îlot IRIS- INSEE- 2011

<sup>3</sup> Nous ne sommes pas en capacité de pondérer ce chiffre par rapport aux effectifs inscrits.

*L'appareil de formation de niveau V, contrairement à sa finalité première qui est de permettre à des jeunes d'accéder à un premier diplôme, est essentiellement **ciblé sur quelques filières répondant aux besoins du pôle de Roissy** et néglige de nombreuses autres branches professionnelles présentes dans l'ensemble de la région. Or, d'après une étude de l'IAU<sup>4</sup>, les emplois non qualifiés (évalués à environ un million, dans une large palette de métiers) sont concentrés dans les zones les plus densément peuplées, à Paris (270 000) et en proche couronne, notamment Nord (Seine-Saint-Denis : 107 000). Ce qui explique l'importance des flux de déplacements domicile-travail des actifs du Grand Roissy, essentiellement dirigés vers le Sud.*

#### **IV UN GRAND NOMBRE DE BACCALAUREATS, NOTAMMENT PROFESSIONNELS**

*Encore faut-il que les élèves parviennent à ce stade et que les employeurs recrutent à ce niveau.*

**IV.1. Les Bacs PRO** sont au nombre de 19, un peu plus nombreux dans le secteur secondaire.

Filières secondaires (11) : Sans surprise, les domaines dispensés au lycée Rimbaud (Garges) : maintenance, réparation de carrosserie pour les véhicules particuliers ; la maintenance des matériels de transports au CFA Promotrans (Gonesse). Le lycée de la Tourelle (Sarcelles) fait exception, conduisant à des spécialités industrielles innovantes, décrites plus loin.

Filières tertiaires (8) :

2 Bac Pro Commerce au lycée Arthur Rimbaud (Garges) et au CFA-GESCIA (Gonesse) ; des offres en Gestion-Administration (Arnouville, Sarcelles et Villiers le Bel), qui remplacent les anciennes activités classiques d'administration des entreprises de type Secrétariat, Comptabilité...

2 Bac en Transport-Logistique à Arthur Rimbaud.

Des soins et services à la personne, à domicile (J.J. Rousseau à Sarcelles) ou en structure seule (Sarcelles et Arnouville).

**IV.2. Les Bacs technologiques sont beaucoup plus spécialisés.** Une filière innovante à Garges-lès-Gonesse (Simone de Beauvoir) et Sarcelles (la Tourelle) : « Sciences et technologies industrielles et développement durable (STI2D) dont 2 options « énergie et environnement » « système d'information et numérique » sont dispensées dans les deux établissements et une sur « Innovation technologique et éco-conception » à la Tourelle.

Une deuxième filière en Sciences et Technologie de Laboratoire (STL) – spécialité en Sciences physiques et chimiques en laboratoire - enseignée au lycée René Cassin à Gonesse.

Une troisième spécialisation en Management-Gestion (STMG) fortement représentée sur le territoire : 4 établissements, avec 4 options : « Ressources Humaines et communication » (S. de Beauvoir à Garges, La Tourelle et Jean-Jacques Rousseau à Sarcelles) ; « Système d'Information et gestion » (Garges, Sarcelles, ORT à Villiers-le-Bel) « Gestion et finances » ; enfin « Mercatique » (ces deux dernières options présentes à Sarcelles, lycées J.J. Rousseau et La Salle-Saint-Rosaire).

Un Bac Techno Sanitaire et social (ST2S) dans 3 structures : (Cassin /Gonesse ; Rousseau, La Salle/Sarcelles).

**IV.3. Les Bacs généraux sont bien représentés**, avec des options ES et S dans les 8 établissements à « voie générale et technologique », sans compter l'option Littéraire conservée dans 4 cas.

---

<sup>4</sup> IAU, Atlas des franciliens, chapitre 4.2., édition 2013.

*Manquent des domaines comme maintenance industrielle, matériaux, biotechnologies. Peu de place aux nouveaux métiers du secteur environnement, sauf une offre « développement durable », couvrant une part réduite du champ. En tertiaire, rien sur l'éducatif ou le social, l'art et la culture.*

*L'importance des Bacs Pro, censés déboucher directement sur l'activité professionnelle, accentue le caractère spécialisé de l'offre de formation, alors que les évolutions rapides du marché du travail inciteraient à acquérir des compétences généralistes, avec une large palette de connaissances et savoir-faire, permettant une adaptabilité meilleure aux opportunités et mutations d'emplois.*

## **V. DES PARCOURS DE FORMATION SEGMENTES**

*Dans l'ensemble, l'offre de formation se limite à des « segments » sur un parcours, qui ne permettent pas de construire l'ensemble d'un cursus longitudinal de professionnalisation, depuis le diplôme de base, jusqu'au dernier échelon de l'enseignement supérieur.*

### **V.1. En matière industrielle, on ne relève sur l'ensemble de Val-de-France aucun parcours de formation possible, sur la seule distance allant du CAP au BTS.**

Le lycée des métiers de Villiers-le-Bel (Mendès-France), pourtant positionné sur les créneaux innovants de l'éco-construction s'arrête aux Bac Pro. Toujours dans cette commune, les filières des métiers de bouche de l'IMA se cantonnent aux CAP, avec un seul Brevet Professionnel en Boulangerie. Impossible de poursuivre ensuite un cursus qualifiant, car on ne recense aucun BTS en Hôtellerie-Restauration sur le territoire intercommunal, malgré la proximité du 2<sup>ème</sup> pôle d'hôtellerie-restauration après Paris que constitue le pôle de Roissy. Certes, cette pénurie est partiellement compensée par la proximité d'un lycée hôtelier réputé à Dugny dans le 93. Mais les perspectives annoncées de constructions d'hôtels dans les communes du Grand Roissy, même surévaluées, expriment un besoin de formation potentiel largement supérieur à l'offre existante. On parle d'implanter un lycée hôtelier sur le Triangle de Gonesse, dont l'accessibilité resterait dans le meilleur des cas difficile jusqu'en 2024. Il serait mieux placé en centre-ville.

Le lycée de la Tourelle à Sarcelles fait exception dans cet ensemble, avec des Bac Pro positionnés sur des créneaux industriels recherchés (Microtechniques, Electrotechnique-énergie-équipements-communicants, Systèmes électroniques numériques), ainsi que des Bacs Techno en « Sciences & technologies industrielles et développement durable » (STI2D). Des diplômes qui peuvent se poursuivre ultérieurement en BTS (Conception et industrialisation micro-techniques, Systèmes numériques - option Informatique et Réseaux). Mais qui supposent la capacité des élèves à parvenir au niveau IV et qui ne permettent pas un continuum ultérieur sur place dans des spécialisations d'enseignement supérieur long.

*Ainsi, une offre démarrant au niveau IV élimine environ les 2/3 des jeunes (16-24 ans inclus) qui ne parviennent pas à ce palier : une situation qui apparaît ici particulièrement sélective.*

### **V.2. En ce qui concerne les métiers tertiaires**

La filière « Commerce », se limite au CAP à l'IMA de Villiers-le-Bel. A Arthur Rimbaud (Garges-lès-Gonesse) il est possible de poursuivre ses études du CAP au Bac pro, mais pas au-delà. On recense par ailleurs un seul BTS en commerce international au lycée J.J. Rousseau (Sarcelles), branche pourtant répertoriée comme stratégique en ce qui concerne le bassin d'emploi de Roissy. Notons aussi un Bac Pro Commerce et un diplôme de niveau III en « management des unités commerciales », dispensé au CFA-GESCIA de Gonesse. Pas d'échelon supérieur.

### Des possibilités assez développées dans le domaine de la Gestion, dans les segments IV et III

Avec le Bac Pro en Gestion-Administration et surtout les Bac techno dits « STMG » décrits plus haut, 16 options dispensées dans 5 établissements, le niveau IV est particulièrement bien

représenté. Des possibilités de poursuivre en BTS comptabilité, assistant/e (de direction, de PME/PMI ou de manager), notamment à J.J. Rousseau (Sarcelles). Signalons ensuite un seul diplôme Bac + 3 (niveau II) avec une licence Pro à l'IUT de Sarcelles « Management et gestion commerciale dans les services ».

### **V.3. Dans les carrières du médico-social**

On démarre à Arnouville (lycée V. Henderson) avec deux diplômes d'Etat « Aide-soignant » et « Auxiliaire de puériculture » dont on peut regretter qu'ils n'aillent pas jusqu'à « infirmier », ou puériculteur/trice voire au-delà. A Gonesse et Sarcelles, deux établissements dépendant du Ministère de la Santé (l'IFSI Schweitzer et la Fondation Chaptal) permettent de préparer successivement les diplômes de niveau V cités plus haut et de poursuivre jusqu'au niveau II avec un diplôme d'infirmier/ière. Notons également un Bac Pro « Soins et services à la personne » dispensé dans 2 lycées, dont une spécialisation sur le créneau très étroit des « personnes dépendantes en établissement hospitalier » (Jean-Jacques Rousseau, Sarcelles). Compte tenu de la présence de deux importants équipements hospitaliers sur Val-de-France (hôpital privé Nord parisien à Sarcelles - 300 lits - et surtout l'hôpital de Gonesse -1100 lits - qui vient d'emménager dans de nouveaux bâtiments), l'offre de formation semble relativement indigente.

### **V.4 Les autres professions de services sont sous-représentées.**

Un bac Pro « Services de proximité et vie locale » (Arnouville) paraît intéressant notamment pour les quartiers en Zone urbaine sensible, avec deux options « soutien et aide à l'intégration » et « gestion du patrimoine locatif ». Mais il semble n'y avoir guère de lien avec les bailleurs sociaux des sites financés par la politique de la ville. Il est par ailleurs impossible de poursuivre ensuite le cursus.

*Ici encore, nous constatons une insuffisante prise en compte des besoins en services à la personne et aux entreprises, à l'échelle du Grand Roissy qui représente 600 000 habitants et 260 000 emplois.*

## **VI. UNE OFFRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR INSUFFISANTE ET PEU ADAPTEE AU TERRITOIRE**

Seul, l'IUT de Sarcelles rattaché à l'université de Cergy-Pontoise fournit des formations diplômantes de niveau II.

### **VI.1. Les Formations de niveau III**

- BTS secondaire: un seul en « Conception et industrialisation micro-techniques » (La Tourelle/Sarcelles). On peut regretter par exemple, qu'il n'y ait aucune formation dans le Bâtiment (HQE, domotique/ immotique...)

- Les BTS tertiaires se limitent à : « SAV automobile » (A.Rimbaud/Garges), « Banque, option conseil clientèle » (ORT/Villiers-le-Bel), « Management d'unités commerciales » (GESCIA/Gonesse), « Commerce International » (J.J. Rousseau/Sarcelles). Un BTS « Transport-Logistique » (lycée René Cassin et Promotrans à Gonesse) et une formation Bac + 2 « Responsable Transport multimodal » (Promotrans). 4 diplômes concernent le domaine de la Gestion, décrits plus haut. Enfin un BTS Systèmes informatiques réseaux (Tourelle/Sarcelles).

- L'IUT de Sarcelles prépare un DUT industriel: Génie électrique et informatique industrielle et deux DUT tertiaires, en techniques de commercialisation et métiers du multimédia.

*Dans le domaine industriel, outre le BTP, rien sur la Biotechnologie, la Chimie, l'Electrotechnique ou l'Electronique, la Maintenance, l'Environnement... Dans le tertiaire, aucune offre en matière de Tourisme, Hôtellerie Restauration, domaines par contre très bien représentés en Seine-St Denis.*

**VI.2. Les formations dépassant le BTS se concentrent à l'IUT de Sarcelles**, avec deux Licences PRO « Droit, Economie Gestion, Commerce », avec 3 spécialisations possibles : « Management et Gestion commerciale dans les services » ; « Commerce et distribution » ; « Commerces de proximité et nouveaux médias ». Le GESCIA propose en outre une licence de « Responsable manager de la distribution ».

## **VII. UNE OFFRE LINGUISTIQUE A CONSOLIDER**

Il existe des sections européennes dans 4 lycées, dont une en anglais, deux en allemand, une en italien. *La faible importance de l'anglais semble ici problématique, dans un territoire qui se veut ouvert à l'international.*

D'autres établissements ont mis en place du soutien en langues, au GESCIA (Gonesse) au CNAM (Sarcelles) et via le GRETA Val de France. Notons un programme « d'anglais aéroportuaire » (Aeroform International) à Sarcelles. Enfin signalons la Maison des langues à Garges-lès-Gonesse mise en place par la mairie (FLE, Alphabétisation, Initiation à l'anglais).

## **VIII. DES LACUNES NOTOIRES**

Nous avons déjà souligné celles-ci en matière d'Hôtellerie-Restauration et de Bâtiment. Rien sur le Sport, le social et le socio-éducatif, les arts et la culture, alors qu'il y a de nombreux savoir-faire et demandes dans ces domaines dans les quartiers du territoire !

Aucune offre en formation initiale n'existe dans les services aux entreprises de type conseil, finances (en dehors de la comptabilité), ressources humaines... Heureusement, le CNAM offre de nombreuses possibilités. Mais on sait que ce système de formation, astreignant et long, est essentiellement plébiscité par des personnes déjà qualifiées et expérimentées, souhaitant poursuivre une professionnalisation ou opérer une reconversion.

## **VII DES POSSIBILITES POUR LES JEUNES EN DIFFICULTE, MAIS TROP MODESTES**

On enregistre sur le territoire un important flux de jeunes « décrocheurs » sortants de l'appareil scolaire sans qualification, malgré le plan Ile-de-France de lutte contre le décrochage et les programmes de réussite éducative mis en place dans le cadre de la politique de la ville. Certains collèges proposent des « Sections d'Enseignement Général et Professionnel Adapté » (SEGPA) destinées aux élèves en difficulté, afin d'acquérir des connaissances et compétences constituant le « socle commun » permettant d'accéder au lycée, à Garges-lès-Gonesse (Henri Wallon et Pablo Picasso), Gonesse (Robert Doisneau), Sarcelles (Chantereine et Evariste Galois), Villiers-le-Bel (Léon Blum). Certains collèges proposent en outre des formations pour élèves primo-arrivants<sup>5</sup> (Henri Wallon, et Pablo Picasso à Garges-lès-Gonesse).

Il existe aussi des **passerelles vers l'enseignement professionnel et l'apprentissage** : dans les lycées des 3<sup>èmes</sup> préparatoires aux formations professionnelles (La Tourelle à Sarcelles ; Mendès-France à Villiers-le-Bel). Et un dispositif d'initiation aux métiers en alternance, dispensé à l'IMA (Villiers-le-Bel) et Promotrans (Gonesse). Enfin, Sarcelles dispose d'une « école de la deuxième chance » mais qui accueille seulement 150 élèves, ce qui est très modeste.

*L'ensemble de ces dispositifs est loin d'être négligeable, mais reste largement insuffisant au regard des besoins de pré-qualification de la main-d'œuvre, qui connaissent une aggravation.*

---

<sup>5</sup> « Unité pédagogique pour élèves allophones arrivants ».

\*  
\* \*

Au total, l'appareil de formation de Val-de-France constitue une offre non négligeable : certains établissements sont réputés, couvrant des spécialités de qualité ; des filières professionnelles enregistrent des taux satisfaisants de réussite. Toutefois, des marges de progrès importantes existent pour adapter l'outil de formation : l'ensemble apparaît disparate, avec une addition d'opportunités qui n'ont pas été pensées de façon globale - tenant à la fois compte des compétences et capacités de la main d'œuvre et des spécificités du territoire -, avec la concentration de l'offre dans un faible nombre de filières et un éventail de métiers restreint. La difficulté de pouvoir construire sur le territoire des parcours de formation complets est réelle. Des manques évidents par rapport à des filières innovantes (industries de pointe, Bâtiment durable, environnement) et aux compétences et aspirations des populations des quartiers (sport, socio-éducatif, art et culture par exemple).

Au regard de notre analyse de l'appareil de formation, les solutions préconisées pour faire baisser le taux de chômage des actifs du territoire paraissent peu appropriées :

- 1/ former à l'avance les élèves d'une classe d'âge (par ex ceux qui sont nés en 2000) aux futurs emplois escomptés dans 10 ans ? Le solde migratoire étant négatif, on enregistre une importante rotation de la population qui rend partiellement aléatoire un tel objectif.

- 2/ tout miser sur le développement de Roissy

*S'agissant d'un pôle métropolitain, le pôle offre un éventail très restreint de métiers. La poursuite de son développement est entachée d'incertitudes (perte de 13 000 emplois en 5 ans). Dans ces conditions, il n'est pas recommandé de spécialiser fortement l'appareil de formation, restreignant d'autant les possibilités d'embauche ailleurs de la main d'œuvre locale.*

- 3/ Rajouter un pôle métropolitain comme EuropaCity de mêmes caractéristiques que Roissy (avec son spectre très étroit de métiers) de plus positionné sur des créneaux d'activités déjà pléthoriques sur le territoire, constituerait une offre redondante par rapport aux besoins du territoire. Et mettre en place un système privé opérationnel de type « EuropaCity Compétences » au service d'un seul pôle aggraverait encore le décalage avec les besoins de diversification de la main-d'œuvre locale.

*Les solutions pertinentes devraient porter au contraire sur :*

- un appareil de formation mettant l'accent sur les premiers niveaux de formation initiale, où l'Education Nationale est irremplaçable, sur l'ouverture à des champs de compétences larges, développant le champ des possibles et l'adaptabilité ;

- *la diversification des pôles d'emplois :*

- le développement des emplois locaux au sein des villes, dans le petit commerce et l'artisanat, les services de proximité, l'économie sociale et solidaire, les services publics ;

- l'accès à des bassin d'emplois diversifiés et offrant des emplois peu qualifiés, essentiellement les pôles de Saint-Denis et de Paris rive droite (Paris-Nord<sup>6</sup>, Quartier Central des Affaires<sup>7</sup>).

---

<sup>6</sup> 10<sup>ème</sup>, 11<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup> arrondissements.

<sup>7</sup> 1<sup>er</sup>-2<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup>-9<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup>-17<sup>ème</sup>.

